



SYNDICAT MIXTE des PORTS du BASSIN d'ARCACHON

Conseil Syndical du 12 septembre 2023

Votants présents :

M. Jean-François BOUDIGUE, M. Patrick DAVET, Mme Marie LARRUE, M. Jean-Yves ROSAZZA, M. Xavier DANAY, M. Alain BALLEREAU, M. Cédric PAIN, M. Vincent MAURIN.

Conformément à l'Article 5 - Chapitre II du Règlement Intérieur du Syndicat Mixte, M. Jean GALAND donne pouvoir à M. Jean-François BOUDIGUE pour le représenter dans la plénitude de ses fonctions, émettre tout vote et signer tout document.

Excusé(e)s :

M. Jean GALAND, Mme Karine DESMOULIN, M. Bruno LAFON, Mme Pascale GOT.

Assistaient à la réunion :

Mme Béatrice AURIENTIS, Mme Nelly DELEPINE, M. Éric COIGNAT.

Président de séance :

M. Jean-François BOUDIGUE.

Secrétaire de séance :

M. Jean-Yves ROSAZZA.

Assistaient également à la réunion :

M. Cyril CLEMENT (SMPBA), M. Thierry DAVID (SMPBA).

Les convocations aux membres du Conseil Syndical ont été envoyées le 29 août 2023.

- Délibération n° : 18-2023

- Objet : Création de poste de Préfigurateur de Port à Sec et tableau des effectifs permanents actualisé.

Le Conseil Syndical du SMPBA réuni ce jour, 12 septembre 2023, à La Teste de Buch approuve à l'unanimité la présente délibération.

SYNDICAT MIXTE des PORTS du BASSIN d'ARCACHON

Conseil Syndical du 12 septembre 2023

Délibération n° : 18-2023

Objet : Création d'un emploi permanent à temps complet et autorisant le cas échéant, le recrutement d'un agent contractuel lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté dans les conditions prévues par la loi (cas où l'emploi pourrait être pourvu par un agent contractuel en application des articles L.332-8 2° du Code Général de la Fonction Publique) - Tableau des effectifs permanents actualisé.

Vu le Code Général de la Fonction Publique, notamment son article L.332-8 2°

Vu et conformément à l'article L.313-1 du Code Général de la Fonction Publique, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement,

Il appartient donc au Conseil Syndical de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

Considérant que les besoins du service, au vu de l'évolution du périmètre du SMPBA et de sa montée en compétence avec notamment l'expérimentation du port à sec, nécessitent la création d'un emploi permanent à temps complet de Préfigurateur du port à sec au grade de Technicien territorial relevant de la catégorie B de la filière technique correspondant au cadre d'emplois des techniciens territoriaux.

Cet agent devra notamment assurer les missions suivantes :

- Accompagner les différents dossiers réglementaires permettant d'obtenir l'autorisation d'aménagement du port à sec ;
- Préparer les dossiers visant à concrétiser l'opération de travaux et les achats des équipements du port à sec ;
- Participer au recrutement des agents et à leur formation,
- Mettre en œuvre toutes les procédures nécessaires permettant de fonctionner de manière opérationnelle et en toute sécurité (manœuvre des navires, entretien et maintenance du matériel, relations avec les professionnels et les usagers...) ;
- Faire le bilan de l'expérimentation et en tirer les conclusions pour optimiser la montée en puissance du port à sec ;
- Mettre en œuvre et développer une application simple interface entre les usagers et le port à sec ;
- Travailler pour tous ces points de manière transverse avec tous les autres services concernés du SMPBA...

Cette délibération a donc pour objectif de valider le tableau des effectifs permanents actualisé à effectif constant qui est annexé à la présente délibération.

Décision :

Le conseil syndical du Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon réuni le 12 septembre 2023 décide :

- La création au tableau des effectifs d'un poste permanent à temps complet de Préfigurateur du port à sec appartenant au grade de Technicien territorial relevant de la catégorie B de la filière technique correspondant au cadre d'emplois des techniciens territoriaux ;
- La rémunération de cet agent sera calculée par référence à la grille indiciaire du grade de recrutement et assortie du régime indemnitaire dans les conditions prévues par délibération du 22 juillet 2020 (complément de la délibération du 8 décembre 2017).
- Cet emploi pourra être pourvu par le recrutement d'un fonctionnaire. Toutefois, en cas de recherche infructueuse de candidat statutaire, il pourra être occupé par un agent contractuel recruté par voie de contrat à durée déterminée de maximum trois ans dans les conditions de l'article L.332-8 2° du Code Général de la Fonction Publique précité compte tenu de la nature des fonctions, des responsabilités techniques très spécifiques et des besoins du service. Ce contrat sera renouvelable par reconduction expresse. La durée totale du contrat ne pourra excéder six ans. Au-delà, ce contrat sera reconduit pour une durée indéterminée.
- L'agent recruté par contrat devra justifier d'une expérience professionnelle technique et managériale en correspondance avec le poste.
- Le recrutement d'un agent contractuel sera prononcé à l'issue d'une procédure prévue par les décrets n° 2019-1414 du 19 décembre 2019 et n° 88-145 du 15 février 1988 visant à garantir l'égal accès aux emplois territoriaux.
- L'adoption du tableau des effectifs permanents du SMPBA actualisé, tel que présenté en annexe, à la date du présent conseil syndical,
- L'inscription au budget du Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon les crédits correspondants,
- Les dispositions de la présente délibération prendront effet à compter de la date du présent conseil syndical.

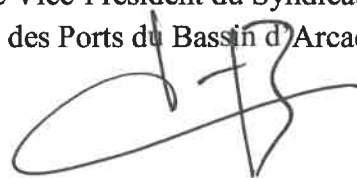
Fait et délibéré à La Teste de Buch, le 12 septembre 2023.

Le Secrétaire de Séance



Jean-Yves ROSAZZA

Pour le Président,
Le Vice-Président du Syndicat Mixte
des Ports du Bassin d'Arcachon



Jean-François BOUDIGUE

Le Président,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de 2 mois à compter de sa réception par le représentant de l'État et sa publication.